Document généré le 1 juil. 2025 17:44

Les Cahiers de lecture de L'Action nationale

Le démantèlement

ALAIN SAULNIER, *Ici ÉTAIT Radio-Canada*, Montréal, Boréal, 2014, 278 pages

Pierre Pagé

Volume 9, numéro 2, printemps 2015

URI : https://id.erudit.org/iderudit/73663ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)
1929-5561 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Pagé, P. (2015). Compte rendu de [Le démantèlement / ALAIN SAULNIER, *Ici ÉTAIT Radio-Canada*, Montréal, Boréal, 2014, 278 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, *9*(2), 9–10.

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2015

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

LE DÉMANTÈLEMENT

Pierre Pagé
Historien des médias, UQAM

ALAIN SAULNIER
ICI ÉTAIT RADIO-CANADA
Montréal, Boréal, 2014, 278 pages

Sur une photo insolite, le titre de ce livre aux connotations d'une nécrologie officielle pourrait donner à penser qu'il est une dramatisation journalistique pour attirer l'attention sur un vieux mausolée menacé par les vents de la privatisation à cause de sa visibilité. Mais la lecture du cheminement historique rigoureux proposé par Alain Saulnier, jusqu'à son terme où l'on voit les décisions d'un travail de démantèlement, impose au lecteur, qu'il soit citoyen ou historien, une prise de conscience. L'auteur donne le goût de lancer un appel : « militants de tous les partis unissez-vous ! » pour protéger l'institution publique qui est depuis 75 ans la référence pour l'information libre au Canada et au Québec.

Pour jalonner son analyse, l'auteur a identifié dix moments de débats professionnels et politiques : « 1. Fin du monopole, début des tensions (1961) » ; « 2. La collision identitaire » ; « 3. De la crise d'Octobre en 1970 à l'élection du Parti québécois en 1976 » ; « 4. Pierre Trudeau promet du changement » ; « 5. Marcel Masse et Pierre Juneau » ; « 6. De référendum en référendum » ; « 7. D'un gouvernement à l'autre » ; « 8. Le style Lacroix » ; « 9. Le style conservateur » ; « 10. Le démantèlement ».

On souhaiterait que les citoyens d'aujourd'hui, puisant dans la connaissance des institutions, se lèvent dans toutes les régions pour retourner vers le gouvernement fédéral les mots prononcés en 1969 par un premier ministre qui s'est situé dans l'histoire en disant à propos de Radio-Canada : « C'est fini les folies ». Même si les premiers ministres n'ont aucune autorité constitutionnelle directe sur la Société d'État, Pierre E. Trudeau menaçait de fermer cette institution nationale parce que l'objectivité de ses journalistes ne correspondait pas à la sienne. C'est pourquoi le directeur du *Devoir* Claude Ryan, le lendemain matin 22 octobre 1969, répliquait vigoureusement au premier ministre dans un éditorial intitulé « La colère intempestive du prince ». Le ministre Gérard Pelletier, un mois plus tard, corrigeait les propos de Pierre Elliott Trudeau dans une conférence publique à Québec : « Pourquoi Radio-Canada fut créée libre ».

Depuis ce temps se sont écoulées trois décennies marquées par des épisodes de compressions financières déraisonnables, dictées par des idéologies partisanes et destructrices d'un service public essentiel à l'information des citoyens et à la démocratie de la société. C'est le sens même de l'institution publique qui est détourné aujourd'hui par les promoteurs d'une privatisation à tout prix – à bas prix – des productions médiatiques, qui veulent ramener le pays à un niveau de *show-business* inoffensif. Chez les Romains de l'Antiquité, on proclamait : « Du pain… et des jeux ! »

Une grande liberté est donnée comme une condition essentielle au développement de la démocratie et de la culture. Cette vision classique ne semble plus convenir à certaines autorités actuelles qui voient Radio-Canada comme une *business*.

Dans certains milieux politiques, le journalisme d'information et surtout le journalisme d'enquête sont perçus comme une menace à l'idéologie dominante des gouvernements et, pour en convaincre l'opinion publique, ils sont présentés comme causant des dépenses excessives. Sans doute, pense-t-on à Ottawa, de la musique douce et lénifiante serait plus profitable que l'information documentée pour occuper l'opinion publique des citoyens. Autrefois, quand on construisait ce service public, le vice-président et directeur général de la radiodiffusion française, Raymond David, déclarait dans une conférence en 1979 :

> Il n'est guère possible à une radiotélévision d'être le ferment démocratique et culturel d'une société si elle ne jouit pas d'une indépendance garantie à l'égard des pouvoirs. Si Radio-Canada a pu jouer ce rôle, c'est précisément qu'elle a pu, grâce à sa constitution héritée de la BBC, garder ses distances à l'égard de tous les pouvoirs politiques et des groupes de pression.

L'élévation de la pensée philosophique et politique de cette époque nous donne un repère pour évaluer les conceptions courantes qui veulent faire de Radio-Canada une entreprise de *show-business* comme une autre. Dans ce même texte intitulé *Radio-Canada et la culture québécoise,* où le pluralisme de l'information et des affaires publiques est réaffirmé dans un double rôle de *miroir ou moteur,* l'auteur affirme à bon droit que l'histoire de Radio-Canada de cette époque pouvait « se confondre avec l'histoire du Québec ». C'est cette perspective socio-politique vaste qui a inspiré Alain Saulnier comme son livre le montre avec évidence.

C'est un long regard sur l'histoire des politiques de l'information à Radio-Canada depuis les années 1960-1970 que raconte avec rigueur et documentation Alain Saulnier, qui y fut directeur général de l'information. Toute sa carrière professionnelle, à divers postes de journaliste et de cadre, lui permet de documenter avec précision les décisions publiques et les pressions occultes qui ont marqué l'évolution récente de la chaine publique. À la base de ses analyses, on trouve toujours le concept de service public défini dans la loi sur Radio-Canada et les définitions officielles contenues dans la *Politique journalistique* de la Société Radio-Canada, publiée en 1982 sous la signature du président A. W. Johnson. Cette vision officielle, si mal connue des personnalités politiques, affirme des dimensions essentielles du mandat de la SRC : « Organisme public, elle exerce sa responsabilité devant le Parlement et elle est jugée sur l'exécution des prescriptions de la loi ». Selon ces politiques sur *les émissions d'information* :

> Entrent dans cette catégorie les bulletins de nouvelles et toutes les émissions qui abordent un aspect quelconque des affaires publiques (politique, économie, affaires sociales) ou traitent de science, d'art, d'agriculture, de religion, de sport ou de tout sujet susceptible de soulever une controverse.

Une grande liberté est donnée comme une condition essentielle au développement de la démocratie et de la culture. Cette vision classique ne semble plus convenir à certaines autorités actuelles qui voient Radio-Canada comme une *business*.

Tout au long de son livre, Alain Saulnier montre comment c'est le sens même de l'institution qui est méthodiquement modifié par la haute direction et orienté vers un changement progressif des structures et des activités par le moyen purement technique d'une gestion des budgets selon des priorités qui vont à l'encontre de la mission de Radio-Canada. Les derniers plans stratégiques en disent long sur cette mission tout en occultant l'essentiel. Les dernières mutations gérées en catimini par la direction sont

VOIR ICI ÉTAIT
suite à la page 10

Ici était

suite de la page 9

résumées dans une synthèse éloquente au dernier chapitre intitulé « Le démantèlement ». Le plan stratégique 2010-2015, préparé avant l'entrée en scène d'Hubert Lacroix, affirmait encore la responsabilité culturelle de Radio-Canada : « Dans le cadre de notre mission qui consiste à nous faire la voix de la culture canadienne et à enrichir la vie démocratique du pays, nous nous efforçons d'être une organisation responsable sur le plan social dans tout ce que nous faisons ». À l'étape suivante, pour le plan 2015-2020, c'est déjà un virage majeur : « CBC/Radio-Canada exprime la culture canadienne et enrichit la vie de tous les Canadiens en leur offrant un contenu diversifié qui informe, éclaire et divertit ». On observe la disparition sans bruit ni débat du mot *démocratie* et le silence bruyant concernant la *responsabilité sur le plan social*. Mais la suite de cette orientation avec ses entailles dans la vie culturelle est traduite en langage financier lorsqu'on fait apparaître le mot clé : des *consommateurs*. Dans une déclaration au Comité permanent des langues officielles, en mai 2014, le président Lacroix annonçait : « En 2020, nous devrons être une organisation de média publique plus petite et plus ciblée, plus souple et capable de s'ajuster au changement dans les habitudes de consommation des médias par les Canadiens ». Devant les critiques immédiates, Lacroix a fièrement répondu : « Ce n'est pas du fatalisme. C'est une réalisation ».

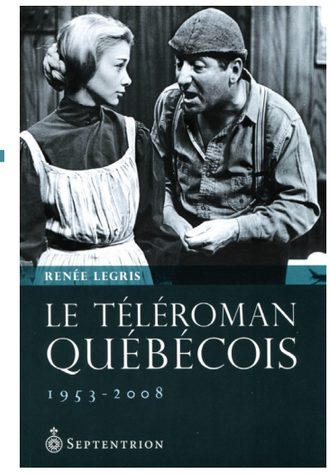
Pour prendre le virage numérique, il aurait fallu que la direction de Radio-Canada plaide énergiquement devant le Parlement pour une augmentation substantielle des crédits puisque des instruments nouveaux seront nécessaires. Il faudra ajuster l'expertise précieuse de son personnel aux contextes en mutation, créer des groupes de réflexion prospective pour dessiner les contenus et les formes de communication nouvelles. L'histoire nous apprend que d'autres virages majeurs dans le passé ont été vécus avec intelligence, en particulier par la création des groupes de travail du Sénat. Mais en ces périodes d'idéologie conservatrice, le temps n'est plus à la réflexion, mais aux élections, car le temps, c'est de l'argent.

Alain Saulnier élève la voix pour secouer les fatalistes et les citoyens démunis devant une telle situation et il déclare en conclusion :

> La catastrophe peut être évitée. L'avenir de Radio-Canada et de CBC ne peut plus reposer entre les seules mains de sa haute direction et celles du gouvernement. Le débat doit être transporté au Parlement. Un projet pour une nouvelle loi sur la radiodiffusion à l'ère numérique doit être développé. Il appartient à la société civile, aux individus préoccupés du bien public, aux experts en médias, aux démocrates et à tous les partis politiques de s'exprimer sur ce projet.

Les citoyens et citoyennes doivent faire écho largement à cette nécessité bien démontrée par le livre d'Alain Saulnier. ❖

Renée Legris
Le téléroman québécois 1953-2008
Montréal, Septentrion, 2014, 431 pages



Voici l'ouvrage de référence et en même temps la synthèse qui s'imposait sur une des formes culturelles dans lesquelles les Québécois excellent et manifestent une originalité assez unique au monde : le téléroman (incluant la télésérie). Renée Legris présente ici une vue d'ensemble des travaux qu'elle-même et ses étudiants ont conduits depuis près de quarante ans sur la production de ce genre télévisuel depuis ses origines, en 1953, jusqu'à la période actuelle.

L'auteure fonde d'abord la valeur du téléroman comme expression culturelle. Loin d'être le sous-produit de la littérature auquel bien des journalistes et des universitaires l'ont ravalé, le téléroman est un genre en soi, et même un genre complexe fondé sur un double dialogue : entre les personnages et entre le texte et l'image. Est-il seulement un « miroir-reflet » de la société à laquelle il s'adresse ? Pour l'auteure, nul doute qu'il a pu l'être jusqu'aux années 1980. Dans ses trente premières années d'existence, quoique à travers le destin de familles voire d'individus d'exception, le téléroman s'est voulu peinture des divers milieux sociaux, ruraux et urbains, historiques et actuels, qui ont composé la société québécoise ; son discours était celui de la modernité, bien en phase avec les valeurs des téléspectateurs. Toutefois, pour les productions réalisées depuis les années 1980, l'auteure remet en question cette théorie du reflet. La « culture de mort, de violence et le fétichisme sexuel » qui caractérisent plusieurs téléromans lui semble aller bien au-delà d'une relative adoption des valeurs post-modernes par les Québécois : les thèmes des téléromans obéissent désormais davantage à des impératifs commerciaux, ceux des firmes externes qui ont remplacé les stations comme producteurs ; s'ils reflètent quelque chose, c'est d'abord et avant tout la standardisation des modèles médiatiques dans une optique de marchandisation et de massification. Reflet « déformant », ces téléromans ne sont pas innocents : tout en divertissant, ils font la « propagande inavouée » de valeurs que l'auteure juge nocives, surtout pour ce qui concerne l'image des femmes et des jeunes. En même temps, la période 1980 à nos jours a aussi produit de très grandes œuvres téléromanesques, sur les plans littéraire, visuel et technique tout à la fois. Renée Legris en offre une analyse nuancée et riche.

L'analyse se déploie en 8 parties et 25 chapitres, tous plus intéressants les uns que les autres. Les parties 2 et 3 sont plus théoriques et méthodologiques. Dans la première partie, l'auteur analyse les différents modes d'écriture dramatique à la télévision et leur évolution. C'est l'occasion pour elle de scruter non seulement les genres, mais aussi les auteurs, les manières d'écrire, de produire, les contraintes et les possibilités techniques de chaque époque. J'ai particulièrement apprécié la partie 4, sans doute parce que, comme historienne, je suis sensible aux perspectives sociales que donnent à voir les téléromans. À partir d'une sélection d'œuvres représentatives de chaque période, l'auteure étudie comment sont présentés les milieux urbains et régionaux, les figures masculines marquantes, les mères et épouses ; elle consacre tout un chapitre aux téléséries et téléromans sociohistoriques, et un autre aux séries comiques. La 5e partie fait état des ruptures éthiques et des stratégies de commercialisation liées à la promotion de la postmodernité dans les feuilletons après 1980 : tout en mettant au jour des ressorts idéologiques bien réels, l'auteure ici n'évite pas toujours les jugements de valeur associés à une visée normative (elle veut dénoncer ce qui lui semble dangereux, mais qui n'apparaîtra peut-être pas comme tel à tout le monde). De nouveau, les parties 6 à 8 sont captivantes : l'évolution du religieux dans le téléroman, celle des fonctions féminines et la figure des Amérindiens sont traitées de manière fine, subtile ; l'analyse dévoile des lignes de force qui n'apparaissent pas spontanément.

Il y a tellement à lire et à réfléchir dans cet ouvrage qu'un signalement ne peut tout indiquer. Il faut le prendre aussi comme un ouvrage de référence, une somme. D'ailleurs, le livre comporte une très utile bibliographie. On a là, pour longtemps, une « bible » du téléroman qui rendra de très grands services. On en mesure tout l'intérêt quand on veut bien se souvenir que le téléroman est le type de création culturelle qui rejoint le plus les Québécois.

Lucia Ferretti
Chef de pupitre, histoire et culture